

CLIMAT SOCIAL

Prochain tête-à-tête entre
Tebboune et Sidi Saïd

Un tête-à-tête entre le Premier ministre, M. Abdelmadjid Tebboune, et le secrétaire général de l'UGTA, M. Abdelmadjid Sidi Saïd, est annoncé pour les prochains jours. Cette rencontre se tiendra à l'initiative du Premier ministre, et ce, dans le cadre des consultations avec toutes les parties de la société.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Le processus de dialogue, que le Premier ministre compte entamer prochainement avec les différents acteurs de la société sera inauguré par un tête-à-tête avec le secrétaire général de la centrale syndicale. Pour rappel, le Premier ministre avait déclaré dernièrement qu'il compte engager un large débat avec les différents acteurs de la société pour «discuter des questions qui engagent le devenir du pays».

Le successeur de Sellal à la tête de l'exécutif a estimé «qu'un large consensus» au sein de la société sur les questions «nationales d'importance» est possible, d'où sa décision d'ouvrir les canaux de dialogue avec les partis, les syndicats et les associations, a-t-il dit devant les sénateurs, à l'occasion de la

présentation du plan d'action de son gouvernement.

«Le gouvernement est conscient que la réussite d'un large consensus sur les questions nationales d'importance est possible. Il facilitera l'atteinte des objectifs tracés dans le plan d'action en vue d'exécuter le programme du Président», avait déclaré Abdelmadjid Tebboune avant d'ajouter que «le gouvernement s'emploiera à ouvrir les canaux de dialogue et de concertation avec toutes les composantes du paysage politique, syndical, académique et associatif pour expliquer les objectifs de l'exécutif, renforcer la confiance et susciter l'adhésion de diverses catégories de la société».

Le choix de l'UGTA comme première organisation de la société



Abdelmadjid Tebboune, Premier ministre.



Sidi Saïd, SG de l'UGTA.

civile à être consultée n'est pas fortuit. Abdelmadjid Tebboune mesure l'importance du «poids» de la centrale syndicale au sein de la société et du rôle «politique» qu'elle joue lors des grands événements. Le secrétaire général de l'UGTA avait

déjà émis le vœu de rencontrer le Premier ministre pour «débatte des questions sociales».

La situation que traverse le secteur de la poste et des télécommunications, ou encore les projets de loi portant code du travail et de la santé

constituent les principaux points que le secrétaire général de l'UGTA voulait débattre avec le Premier ministre juste après la présentation de son plan d'action devant les parlementaires des deux Chambres.

A. B.

PRESQUE AUCUNE DISSEMBLANCE ENTRE LE PLAN D'ACTION DE TEBBOUNE
ET CELUI DE SON PRÉDÉCESSEUR

Le changement dans la continuité

La seule chose qui différencie le plan d'action du nouveau gouvernement de celui conduit par Abdelmalek Sellal reste son engagement à revoir la politique de redistribution de la rente pétrolière et la perspective d'aller vers des subventions ciblées. Mais, ce n'est même pas du concret, c'est encore au stade de la réflexion...

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Le plan d'action du nouveau gouvernement conduit par Abdelmadjid Tebboune adopté la semaine dernière par le Parlement n'apporte pas de changements majeurs dans la gestion des affaires publiques sinon des engagements à lancer une réflexion sur la réforme de la politique de solidarité nationale et le ciblage des subventions. Puisque même dans ce domaine, le gouvernement Tebboune a maintenu les transferts sociaux. «Cela date de quatre décennie et leur réforme nécessite un nouveau consensus national», a déclaré Abdelmadjid Tebboune. La question donc est de savoir si son gouvernement est en mesure de conduire le dialogue national pour aboutir à ce consensus. Certes, les conditions s'y prêtent avec la crise économique qui frappe le pays à cause de la baisse des prix du pétrole. L'Etat a moins de moyens qu'il y a dix ans pour pouvoir continuer à subventionner tous azimuts des produits et des services publics au risque d'aggraver le déficit budgétaire qui était déjà de 13,5% du PIB en 2016. Et, les Algériens seront plus réceptifs à une rationalisation des dépenses publiques. Mais, le gouvernement jouit-il de la légitimité nécessaire pour imposer un tel choix ? Aura-t-il le courage politique pour réformer le fonctionnement de l'Etat ?

Installé fin mai dernier, près d'un mois après les toutes dernières législatives organisées, le gouvernement Tebboune est paradoxalement composé essentiellement de technocrates. Des cadres sans couleurs politiques qui n'ont, pour la plupart, jamais sollicité un mandat électif ni mené des tractations politiques. Et, si ce gouvernement a eu la caution de l'Assemblée populaire nationale

(APN), Chambre basse du Parlement, c'est parce que la majorité est acquise au «programme du Président», le même qu'exécutait le gouvernement de Abdelmalek Sellal, et qui prônait un «nouveau modèle économique» favorisant la diversification de l'économie, la rationalisation des dépenses publiques ainsi que la réforme fiscale. En somme, un programme aux contours flous que le plan d'action du nouveau gouvernement ne clarifie pas. Il faut souligner ici, que la majorité parlementaire pâtit d'un déficit de légitimité dans la mesure où elle émane d'une élection boycott-

tée par les trois quarts des Algériens. Or, dans un pays nerveux qui voit des émeutes éclater à la moindre mesure détestable – aussi sensée soit-elle –, aboutir à un consensus pour revoir la redistribution de la rente et bousculer des habitudes vieilles de 50 ans, n'est pas une chose facile.

En ce sens, le gouvernement actuel n'a rien annoncé de révolutionnaire. Il semble préférer le confort de l'expédition des affaires courantes. En attendant que la commission associant le Conseil national économique et social (Cnes) aux ministères de la Sécurité

et de la Solidarité nationale annoncée par le Premier ministre termine son travail. C'est-à-dire, faire des propositions en matière de ciblage des subventions. Déjà que l'opposition conteste la démarche qui serait inopérante selon le Parti des travailleurs de Louisa Hanoune, par exemple, laquelle plaide pour le maintien du système des transferts sociaux en l'état. Et même si cette opposition est minoritaire au Parlement, il faudra se plier en quatre pour aboutir au «consensus nécessaire à la réforme».

L. H.

TRAFIC DE DROGUE

L'ANP multiplie les saisies

L'Algérie fait actuellement face à l'une des plus grosses épreuves de son histoire : faire barrage aux quantités de drogues qui se déversent sur son territoire. Le bilan des saisies opérées ces six derniers mois par l'ANP démontre l'ampleur du phénomène qui menace le pays : plus de 288 000 quintaux de kif traité, 3,5 kg de cocaïne et 266 000 comprimés psychotropes récupérés depuis le mois de janvier passé...

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Les chiffres ainsi présentés font lâcher ce commentaire à un spécialiste de la lutte contre les réseaux de drogue : «C'est une guerre qui se déroule.» Une guerre rude, souvent menée loin des regards indiscrets, là où les soldats mobilisés dans les immensités désertiques tentent, jour et nuit, de contrecarrer les plans des bandes spécialisées dans le trafic des stupéfiants.

«La marchandise peut entrer de partout, et à tous moments surtout. Pour tenter de faire face à cette situation, des embuscades parfois même des ratis-sages se déroulent souvent dans les zones susceptibles de consti-

tuer des couloirs, des passages pour les contrebandiers.»

Les informations contenues dans les fréquents communiqués diffusés par le ministère de la Défense laissent entrevoir que les zones concernées s'étendent principalement le long des frontières sud et sud-ouest du pays. «L'est est également concerné, mais à un degré moindre», affirment des spécialistes. Passées maîtresses en matière de subterfuges et de «maquillage» des produits qu'elles tentent d'introduire, des bandes organisées n'ont de cesse d'affiner leurs méthodes.

Les drogues peuvent être ainsi dissimulées aussi bien dans des citernes transportées à bord

de camions, planquées sous des véhicules ou subtilement éparpillées dans des lots de médicaments... Très souvent, les «passeurs» ne sont autres que des contrebandiers. «Tout autour des frontières, ce genre d'individus pullulent. Ils ont découvert qu'ils pouvaient se lancer dans un commerce juteux, un commerce qui rapporte beaucoup plus qu'autre chose.» La guerre se mène contre des groupes parfaitement organisés en connexion avec les bandes armées elles-mêmes liées aux terroristes qui rôdent dans ces régions.

La majorité des personnes arrêtées dans le cadre de la lutte qui se mène contre la drogue se trouvaient également en possession de lots d'armes, de munitions, et même de très grosses sommes d'argent, font, d'autre part, remarquer des observateurs.

Comparé aux résultats des saisies effectuées durant les périodes précédentes, poursuivent ces initiés, celui obtenu durant les derniers six mois révèle

une intensification certaine des activités de ces réseaux ayant pour mission d'introduire des drogues sur le territoire algérien. «La situation est très certainement liée aux tensions qui règnent dans les pays voisins. L'instabilité qui prévaut notamment en Libye a favorisé l'émergence de bandes spécialisées dans les trafics en tous genres. L'insécurité et l'anarchie dans ce pays sont une aubaine pour les trafiquants de drogue. Il en est de même pour ce qui se déroule dans les pays africains qui nous entourent. Les bandes désertiques sont un territoire idéal pour le passage de cette marchandise. Les troupes de l'ANP jouent un rôle primordial pour faire barrage à ce phénomène. Le bilan du semestre écoulé est effarant, mais il nous incite aussi à nous poser une autre question : quelle est la quantité de drogue introduite en Algérie ? La réponse se trouve malheureusement chez nos jeunes, dans les écoles et les rues de nos villes.»

A. C.